

**N° 5163<sup>7</sup>****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2003-2004

---

---

**PROJET DE LOI****portant modification de la loi modifiée du 29 avril 1999  
portant création d'un droit à un revenu minimum garanti**

\* \* \*

**RAPPORT DE LA COMMISSION DE LA FAMILLE,  
DE LA SOLIDARITE SOCIALE ET DE LA JEUNESSE**

(26.4.2004)

La Commission se compose de: M. Jean-Marie HALSDORF, Président; M. Paul-Henri MEYERS, Rapporteur; MM. Xavier BETTEL, Emile CALMES, Mars DI BARTOLOMEO, Mme Marie-Josée FRANK, MM. Aly JAERLING, Lucien LUX, Mmes Maggy NAGEL, Ferny NICKLAUS-FABER et Renée WAGENER, Membres.

\*

**I. PROCEDURE LEGISLATIVE**

Le projet de loi 5163 a été déposé à la Chambre des Députés le 20 mai 2003 par Madame la Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse. Il était accompagné d'un exposé des motifs et d'un commentaire des articles.

L'avis de la Chambre des Employés Privés, l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, l'avis commun de la Chambre de Commerce et de la Chambre des Métiers, et l'avis de la Chambre de Travail furent transmis à la Chambre des Députés respectivement le 8 juillet 2003, le 17 juillet 2003, le 22 août 2003 et le 3 octobre 2003.

Le Conseil d'Etat a émis son avis le 27 janvier 2004.

Dans sa réunion du 15 octobre 2003, la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse a désigné Monsieur Paul-Henri Meyers comme rapporteur du projet de loi. La Commission a examiné le projet de loi et les avis des chambres professionnelles et du Conseil d'Etat dans ses réunions du 19 février et du 2 mars 2004.

La Commission a adopté plusieurs amendements qui ont été transmis au Conseil d'Etat le 5 mars 2004. Le Conseil d'Etat a émis son avis complémentaire le 30 mars 2004.

La Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat dans sa réunion du 26 avril 2004. Elle a approuvé le présent rapport au cours de la même réunion.

\*

**II. OBJECTIF**

Le projet de loi sous rubrique vise à réaliser deux objectifs principaux:

- faire insérer dans la législation nationale sur le revenu minimum garanti plusieurs mesures retenues dans le plan d'action national de lutte contre l'exclusion sociale,
- amender la même législation compte tenu des expériences acquises par l'application de la loi du 29 avril 1999.

### **1. Le plan d'action national de lutte contre l'exclusion sociale doit constituer un des objectifs majeurs de la politique sociale de l'Union européenne**

Aux termes des articles 136 et 137 du traité d'Amsterdam de 1999, la lutte contre l'exclusion sociale doit constituer un des objectifs majeurs de la politique sociale de l'Union Européenne.

Les auteurs du projet de loi rappellent que „le Conseil européen de Lisbonne en mars 2000 a fixé des objectifs ambitieux en matière d'éradication de la pauvreté pour 2010. Il a également invité les Etats membres de l'Union européenne à collaborer étroitement suivant la „méthode ouverte de coordination“ qui consiste à définir des objectifs communs, à élaborer des plans d'action nationaux, à adopter des indicateurs communs, à échanger les bonnes pratiques et à rédiger un rapport à arrêter conjointement par le Conseil et la Commission de l'Union européenne.

Le sommet de Nice, en décembre 2000, a arrêté les quatre objectifs que les plans nationaux d'action de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, appelés aussi plans inclusion, de chaque Etat membre devaient poursuivre:

1. promouvoir la participation à l'emploi et l'accès de tous aux ressources, aux droits, aux biens et aux services;
2. prévenir les risques d'exclusion;
3. agir pour les plus vulnérables;
4. mobiliser l'ensemble des acteurs.“

Au Luxembourg, le plan d'inclusion élaboré au cours de l'année 2001 a retenu quelque 78 mesures dont 8 sont en relation avec le revenu minimum garanti et rendent nécessaires d'amender la loi du 29 avril 1999.

Trois de ces mesures ont été transposées en droit national dans le cadre de la loi du 28 juin 2002.

Le projet sous rubrique modifie la loi du 29 avril 1999 pour transposer quatre mesures supplémentaires prévues dans le plan d'inclusion national.

Le Commission y reviendra dans le cadre de l'examen des articles.

### **2. L'expérience acquise par la mise en pratique de la loi du 29 avril 1999**

Les auteurs du projet de loi font valoir que l'application de la loi du 29 avril 1999 sur le revenu minimum garanti a fait ressortir des imprécisions et des rigueurs qui exigent des adaptations des textes de cette loi.

\*

## **III. LES AVIS DES INSTANCES CONSULTEES**

### **1. Les chambres professionnelles**

Dans une approche générale, l'on peut constater que les chambres professionnelles approuvent le projet sous avis. Les critiques exprimées sont d'ordre ponctuel et concernent souvent des dispositions qui manquent de précision ou qui risquent d'engendrer des abus.

Ainsi, la *Chambre des Fonctionnaires et Employés publics* est d'avis que le texte de l'article 3 qui permet à l'organisme compétent d'accorder le RMG par dérogation au principe général, si les motifs invoqués „sont considérés comme réels et sérieux par l'organisme compétent“, ouvre la porte à l'arbitraire.

La même chambre professionnelle est d'avis que les nouvelles dispositions de l'article 18 en relation avec l'affiliation d'un bénéficiaire du complément RMG à l'assurance pension manque de précision.

La *Chambre de Travail* critique la disposition de l'article 3 qui écarte du bénéfice du complément RMG la personne licenciée pour faute grave.

Elle plaide en faveur d'une individualisation du droit au RMG et de l'abandon de la notion de communauté domestique. Elle critique également, sur plusieurs points, les dispositions nouvelles ayant trait à l'indemnité d'insertion.

La *Chambre des Employés Privés* n'exprime pas de commentaire particulier en ce qui concerne les mesures proposées dans le projet de loi. Toutefois, elle est d'avis que la législation sur le RMG risque d'engendrer un double emploi en relation, notamment, avec l'application de nouvelles mesures prévues en matière de lutte contre le chômage social.

Dans leur avis commun, la *Chambre de Commerce* et la *Chambre des Métiers*, tout en souscrivant aux objectifs du projet de loi, réitèrent „leur demande au Gouvernement d'étudier en détail tous les moyens par lesquels les incohérences inhérentes au système des transferts sociaux, qui se présentent à des niveaux divers, pourront être éliminées“.

Quant au texte du projet de loi, les deux chambres professionnelles attirent l'attention notamment sur les dispositions modificatives de l'article 13 de la loi du 29 avril 1999 qui risquent d'engendrer une concurrence déloyale avec des activités identiques effectuées par des entreprises privées.

## 2. Le Conseil d'Etat

Dans ses considérations générales de son avis du 27 janvier 2004, le Conseil d'Etat regrette les modifications à répétition de la législation sur le RMG qui, au regard de sa complexité, risque de se retourner contre les bénéficiaires qui, peu ou mal renseignés, ne profiteront pas équitablement des avantages consentis.

Le Conseil d'Etat constatant qu'en matière de lutte contre le chômage social et d'insertion professionnelle des mesures sont prises sur la base de divers textes législatifs existant ou en voie d'élaboration et à des niveaux administratifs différents, recommande au Gouvernement „d'engager résolument la fusion de toutes les initiatives, le cas échéant sous l'autorité exclusive d'une Administration de l'emploi restructurée“, cette dernière étant la mieux outillée pour assumer une telle tâche.

Le Conseil d'Etat insiste également sur l'accentuation de l'appréciation individuelle des prestations à accorder, ce qui renforcera „à juste titre la perception du Fonds national de solidarité auprès du public comme une sorte d'office social national“.

Les critiques, suggestions et modifications du Conseil d'Etat à l'endroit des différents articles seront traités dans l'examen des articles du présent rapport.

\*

## IV. EXAMEN DES ARTICLES

### *Remarque préliminaire*

Le Conseil d'Etat n'approuve pas le type de numérotation proposé par les auteurs du projet. Pour le Conseil d'Etat le projet de loi ne modifie qu'une seule loi, de sorte qu'il convient de s'en tenir à la présentation traditionnelle sous forme d'articles en chiffres arabes et en caractères gras.

Le Conseil d'Etat propose en conséquence de supprimer la mention „Art. I. – La loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti est modifiée comme suit:“.

La numération en 15 points serait à remplacer par une subdivision en autant d'articles. Quant à l'article II relatif aux dispositions transitoires, il devrait être remplacé par deux articles à part reprenant respectivement les dispositions des paragraphes 1er et 2.

La Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse se rallie à cette proposition.

### *Article I. 1. (Art. 1er selon la Commission)*

Cet article a pour objet de modifier l'article 3 de la loi du 29 avril 1999 sur le revenu minimum garanti.

Au paragraphe 1er de l'article 3, les auteurs du projet prévoient que dorénavant une personne ayant soit refusé de participer à une mesure d'insertion professionnelle, soit abandonné une telle mesure, soit décliné un emploi qui lui a été assigné par l'Administration de l'emploi, peut être exclue du bénéfice des

prestations RMG. La rédaction nouvelle du paragraphe 1er et l'extension de son champ d'application aux personnes ci-avant énumérées ont été approuvées par les chambres professionnelles, à l'exception de la Chambre de Travail qui a des difficultés d'admettre que des personnes licenciées pour faute grave sont d'office exclues du RMG. Le texte est approuvé par le Conseil d'Etat.

La Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse marque à son tour son accord avec le texte proposé. La Commission tient par ailleurs à rappeler que la disposition concernant le refus des prestations RMG aux personnes licenciées pour faute grave a été introduite dans la législation sur le revenu minimum garanti par la loi du 29 avril 1999. Le texte actuellement en vigueur permet à l'organisme compétent d'apprécier les faits à la base du licenciement. Si les faits du licenciement pour faute grave sont établis, les prestations doivent être refusées, alors que le paragraphe (2) nouveau de l'article 3 permet à l'organisme compétent d'accorder les prestations s'il existe des motifs sérieux qui plaident dans l'intérêt du requérant des prestations.

Au paragraphe 2 de l'article 3, il est prévu de pouvoir déroger aux exclusions prévues au paragraphe 1er si le requérant peut invoquer en faveur de sa façon d'agir ou de son comportement des motifs considérés comme réels et sérieux par l'organisme compétent.

La Chambre de Travail critique cette disposition, alors qu'„il s'agit là d'un pouvoir discrétionnaire de l'administration, contre la décision de laquelle un recours n'est pas possible, étant donné que les dispositions en matière de recours prévues à l'article 33 de la loi RMG ne s'appliquent qu'aux dispositions des chapitres II et III de la loi, mais non pas aux dispositions du chapitre I qui contient l'article 3“.

Cette affirmation n'est conforme ni au texte ni à la réalité. L'article 33 parle notamment des „décisions prises sur la base des articles du chapitre III par le fonds national de solidarité“. Cet organisme doit prendre ses décisions prévues au chapitre III en tenant compte des conditions prévues au chapitre 1er. En cas de recours contre ces décisions, les juridictions sociales doivent examiner si les dispositions du chapitre I ont été appliquées correctement.

Même si la loi laisse à l'organisme compétent un certain pouvoir discrétionnaire, la décision ne peut pas être arbitraire. L'administré qui n'a pas perçu une décision positive en vertu de l'article 3 paragraphe (2) dispose d'un recours devant le Conseil arbitral et devant le Conseil supérieur des assurances sociales.

La Chambre des Fonctionnaires et Employés publics est d'avis que le texte qui permet à l'organisme compétent d'apprécier si les motifs invoqués sont réels et sérieux ouvre la porte à l'arbitraire. Elle propose donc de supprimer cette disposition de dérogation.

La Commission ne peut pas se rallier à cette proposition, qui enlèverait à l'organisme compétent toute possibilité d'apprécier chaque dossier au regard des motifs et des suggestions individuelles et particulières.

Les autres chambres professionnelles ne critiquent pas autrement les dispositions du paragraphe (2).

Quant au Conseil d'Etat, qui admet que le pouvoir d'appréciation plus large de l'organisme compétent peut paraître à priori légitime, il estime néanmoins „qu'à force de vouloir éradiquer toute injustice, les auteurs du projet de loi encourent le risque de s'écarter de la philosophie à la base même de l'introduction du RMG et qui consistait à créer un droit intangible au profit des bénéficiaires par opposition aux aides attribuées sur base d'une appréciation individuelle par les offices sociaux communaux“.

Le Conseil d'Etat développe son point de vue en insistant sur la possibilité dont dispose le demandeur débouté du RMG de pouvoir s'adresser à l'office social de sa commune. Cette réflexion amène la Haute Corporation à suggérer une réforme des offices sociaux qui restent réglés par l'arrêté royal grand-ducal du 11 décembre 1846 relatif aux bureaux de bienfaisance et par la loi du 28 juin 1897 sur le domicile de secours. Jugeant que la création d'un système parallèle d'aides sociales ponctuelles sur base d'appréciations subjectives dans le cadre de la loi RMG „risque de générer des abus et des gaspillages en ressources humaines et financières“, le Conseil d'Etat propose de supprimer l'alinéa 1 du paragraphe (2).

La Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse a décidé de maintenir le texte proposé par le Gouvernement, qui, tout en précisant les causes de refus, introduit en même temps une disposition plus flexible pour éviter des rigueurs.

Le paragraphe (3) réduit de 6 à 3 mois le délai à respecter pour l'introduction d'une nouvelle demande après le refus des prestations en vertu des dispositions du paragraphe 1er de l'article 3.

La Chambre des Fonctionnaires et Employés publics est d'avis que cette réduction du délai n'est pas de nature à inciter les personnes concernées à accepter ou à reprendre un emploi. Les autres chambres professionnelles ne critiquent pas cette nouvelle mesure.

Quant au Conseil d'Etat, il approuve la réduction du délai tout en proposant d'inclure également au paragraphe (3) l'hypothèse du retrait prévu à l'article 15 (2) de la loi du 29 avril 1999, proposition à laquelle se rallie la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse.

*Article I. 2 et 3 (Art. 2 selon la Commission)*

Les points 2 et 3 de l'article I ont pour objet de modifier l'article 4 de la loi RMG.

Le point 2 vise à compléter le paragraphe (4) a) en précisant le terme „les descendants“ par l'adjectif „majeurs“, ceci dans le but de mettre fin à des situations rocambolesques citées par les auteurs du projet.

Le point 3 modifie le dernier alinéa du paragraphe (4) de l'article 4 de la loi RMG en supprimant les termes „sans y apporter une contribution quelconque“. Cette suppression est nécessaire, selon les auteurs du projet, pour mettre fin à des situations malencontreuses. Le commentaire fournit un exemple à cet égard.

Le Conseil d'Etat est d'avis que les points 2 et 3 de l'article I du projet gouvernemental qui concernent l'article 4 de la loi RMG doivent figurer sous un seul article.

La Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse se rallie à cette proposition.

*Article I. 4 (Art. 3 selon la Commission)*

Les modifications prévues au point 4 du projet gouvernemental visent à compléter l'article 6 de la loi RMG, d'une part en ajoutant au point b) de cet article la condition de la disponibilité et d'autre part en reformulant le point c) pour faire en sorte que les chômeurs indemnisés, bénéficiaires de l'indemnité d'insertion, dépendent exclusivement de l'administration de l'emploi.

La Commission approuve ces modifications.

*Article I. 5 (Art. 4 selon la Commission)*

Le point 5 du texte gouvernemental apporte trois modifications à l'article 8 de la loi RMG.

En premier lieu, les auteurs du projet de loi proposent de modifier la première phrase de l'article 8 en précisant que le contrat d'insertion est élaboré au vu de la situation sanitaire, sociale, scolaire, professionnelle et financière de l'intéressé. Le Conseil d'Etat propose de supprimer la référence à la situation financière de l'intéressé, alors que cette situation est une condition d'ouverture du RMG.

La Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse ne peut pas suivre le Conseil d'Etat dans ses propositions, alors qu'en dehors de la situation financière en relation avec les revenus du bénéficiaire du RMG, il faut tenir compte, le cas échéant, d'autres aspects de la situation financière ayant trait notamment aux dettes à rembourser ou à d'autres obligations financières.

En second lieu, les auteurs du projet de loi proposent de modifier le point b de l'article 8 dans le souci d'une transposition de la mesure No 17 du premier plan pour l'inclusion sociale du mois de juin 2001 en retenant l'obligation d'une évaluation des différents résultats obtenus par la personne concernée.

La troisième modification concerne les modalités pratiques de la mesure d'exécution.

Toutes ces modifications trouvent l'accord de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse.

*Article I. 6 (Art. 5 selon la Commission)*

Les modifications prévues au point 6, concernant l'article 10 de la loi RMG, répondent à la mesure No 17 du plan d'action national pour l'inclusion sociale visant à développer les formations destinées à l'acquisition ou au perfectionnement d'une qualification professionnelle en introduisant la possibilité pour le service national d'action sociale d'établir pour les personnes concernées „un bilan de compétences professionnelles et sociales, assorti d'un avis d'orientation“. Ce bilan peut, le cas échéant, être réalisé en collaboration avec d'autres organismes publics ou même privés.

La Chambre de Travail émet des réserves quant à l'efficacité de cette mesure. Les autres chambres professionnelles approuvent ces dispositions.

Quant au Conseil d'Etat, il exprime ses doutes sur l'efficacité des mesures proposées. Il marque également son désaccord sur le fait de faire exécuter les bilans de compétences en ayant recours à des services d'un sous-traitant public ou privé. Pour le Conseil d'Etat tout bénéficiaire doit faire l'objet d'un bilan de compétences.

La Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse ne partage pas les critiques et appréhensions du Conseil d'Etat. La Commission est d'avis que l'établissement d'un bilan de compétences professionnelles doit rester pour le service national d'action sociale une faculté, sans devenir une obligation telle que conçue par le Conseil d'Etat.

Quant au recours à des organismes tiers pour établir ces bilans, la Commission approuve le texte proposé par le Gouvernement alors que le texte permet d'avoir recours à des services qui disposent, le cas échéant, de personnes particulièrement compétentes pour accomplir ces missions. Si le service national d'action sociale devait réaliser lui-même ces bilans, il serait tenu d'engager, le cas échéant, un personnel spécialisé.

Aussi la Commission a-t-elle décidé de maintenir le texte proposé par le Gouvernement.

#### *Article I. 7 (Art. 6 selon la Commission)*

Le point 7 modifie l'article 11 de la loi du 29 avril 1999 en tenant compte de l'article 6 paragraphe (8) de la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant les services de santé au travail.

Cette dernière disposition prévoit, en effet, que le coût du service de santé au travail multisectoriel pour les bénéficiaires de l'indemnité d'insertion n'est plus couvert par une cotisation, mais que le coût des examens reste à charge de l'Etat.

#### *Article I. 8 (Art. 7 selon la Commission)*

Cet article reprend le texte de l'alinéa 2 de l'article 12 de la loi RMG tout en précisant qu'il s'agit du contrat d'insertion et des mesures du paragraphe (1) de l'article 8 auxquelles la loi modifiée du 24 mai 1989 n'est pas applicable.

Le Conseil d'Etat n'a pas formulé d'observations à l'endroit de cette modification qui trouve également l'accord de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse.

#### *Article I. 9 (Art. 8 selon la Commission)*

Les modifications prévues au point 9 du projet gouvernemental ont pour objet de compléter l'article 13 de la loi RMG par un nouvel alinéa 3 qui prévoit la prise en charge partielle ou même totale des frais occasionnés par l'engagement par une entreprise privée ou un organisme public d'un bénéficiaire de l'indemnité d'insertion, sans que cette prise en charge ne puisse dépasser le salaire social minimum brut augmenté de la part patronale en matière de sécurité sociale.

Cette participation peut être accordée pendant 36 mois. Elle peut être prolongée à 42 mois „si l'engagement concerne un bénéficiaire de l'indemnité d'insertion du sexe sous-représenté dans le secteur d'activité en question et/ou dans une profession déterminée“.

Cette mesure nouvelle doit renforcer, selon les auteurs du projet de loi, l'engagement des bénéficiaires de l'indemnité d'insertion par les organismes gestionnaires du secteur privé auxquels ils sont affectés.

La Chambre des Fonctionnaires et Employés publics exprime ses réserves à l'égard de cette mesure qui crée en plus une discrimination positive pour les bénéficiaires du sexe sous-représenté risquant de heurter le principe de l'égalité devant la loi.

La Chambre de Travail ne „s'oppose pas à cette disposition, mais uniquement dans la mesure où elle ne conduit pas à des phénomènes de déviation et de substitution au détriment de travailleurs salariés qui ne bénéficient pas de l'assistance publique“. La Chambre de Travail constate en effet que „dans certains services, des postes de travail ne sont plus occupés par des recrutements sur le marché du travail, mais par des personnes bénéficiant d'une mesure d'insertion“.

Dans leur avis commun, les chambres professionnelles de Commerce et des Métiers „attirent l'attention des autorités sur les risques de concurrence déloyale que ces dispositions peuvent engendrer, si les activités subventionnées de la sorte concurrencent des activités identiques effectuées par des entreprises privées“.



Le Conseil d'Etat souligne expressément que cette mesure s'adresse non seulement aux entreprises sans but lucratif, mais aussi au secteur privé tout court. Il soulève plusieurs problèmes:

- la mesure proposée ne présente aucun risque économique pour l'employeur qui obtient le remboursement intégral du coût salarial;
- la loi ne fournit pas de critères à respecter par le Service national d'action sociale pour fixer le taux de participation de l'entreprise au coût salarial;
- le projet ne prévoit pas la signature préalable d'un contrat entre l'entreprise et le SNAS;
- les chances que le bénéficiaire d'une mesure d'insertion préserve son poste de travail à l'issue de la prise en charge sont limitées.

Le Conseil d'Etat est d'avis que cette mesure n'a pas sa place dans la loi RMG mais qu'elle doit, comme mesure d'emploi, être intégrée dans la loi modifiée du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du plan d'action nationale en faveur de l'emploi ou même dans la loi modifiée du 23 juillet 1993 portant diverses mesures en faveur de l'emploi.

Enfin, le Conseil d'Etat propose de limiter la prise en charge à un seuil ne devant pas dépasser 70% du salaire social minimum.

La Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse ne partage pas les appréhensions et suggestions du Conseil d'Etat. Toutefois, pour tenir partiellement compte de la critique du Conseil d'Etat concernant la prise en charge des frais de personnel par le fonds national de solidarité, la Commission, dans un amendement a proposé de remplacer les termes „le fonds national de solidarité ... *participe* aux frais de personnel ...“ par ceux de „le fonds national de solidarité ... *peut participer* aux frais de personnel ...“, tempérament dont le Conseil d'Etat estime, dans son avis complémentaire, qu'il ne rencontre pas ses critiques.

#### *Article I. 10 (Art. 9 selon la Commission)*

Cet article modifie l'article 14 de la loi RMG qui traite des cas de dispense de participation aux mesures d'insertion professionnelle. Une première modification constitue l'extension de la dispense d'une mesure d'insertion pour des raisons tenant „à la situation sociale ou familiale“, mesure qui n'est pas approuvée par le Conseil d'Etat, qui approuve cependant la suppression des mots „ou durablement“.

Le texte prévoit un nouveau cas de dispense liée à la poursuite des études ou d'une formation professionnelle du bénéficiaire RMG.

Le Conseil d'Etat ne peut pas se rallier à cette mesure qui risque de créer différentes catégories d'étudiants dont certains peuvent bénéficier de l'indemnité d'insertion et d'autres qui en sont exclus.

La Commission est d'avis qu'il s'agit de cas isolés dont la situation scolaire et sociale doit être suivie de près par l'organisme compétent.

La Commission maintient le texte proposé par le Gouvernement.

#### *Article I. 11 (Art. 10 selon la Commission)*

Les modifications proposées sous le point 11 ont trait à l'article 15 de la loi RMG qui prévoit les cas de retrait de l'indemnité d'insertion.

Les modifications proposées au paragraphe (1) n'appellent pas d'observation.

Pour les modifications prévues au paragraphe (2), la Commission maintient le texte proposé par le Gouvernement, à l'exception de la phrase nouvelle qui se réfère à l'article 3 paragraphe (3). Cette phrase devient superflue alors qu'elle a été insérée à l'article 3 sur proposition du Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat rappelle également, à bon escient, les dispositions de la procédure administrative non contentieuse à respecter en cas de révocation ou de retrait d'une décision.

Pour l'allocation complémentaire, la matière est réglée par l'article 27 de la loi RMG.

#### *Article I. 12 (Art. 11 selon la Commission)*

Cette nouvelle mesure a pour objet de compléter l'article 18 de la loi RMG par un troisième alinéa qui permet de soumettre l'allocation complémentaire au paiement de cotisations en matière d'assurance pension à condition que le bénéficiaire, non éligible pour l'obtention d'une indemnité d'insertion, justifie d'une affiliation obligatoire à l'assurance pension d'au moins 25 ans.

Le Conseil d'Etat approuve cette mesure nouvelle à condition qu'elle ne reste pas une possibilité, mais devienne un droit. La Commission suit le Conseil d'Etat dans cette proposition.

Le Conseil d'Etat énonce en plus deux réserves supplémentaires:

- l'allocation complémentaire ne peut être soumise à cotisation en matière d'assurance pension que si elle est payée à une personne de son propre chef et non du chef d'un ou de plusieurs de ses enfants;
- l'affiliation cesse lorsque la personne concernée atteint 65 ans (art 178 CAS).

Si la dernière condition résulte d'un texte formel du code des assurances sociales, la première condition risque, dans la façon dont elle est formulée, d'être mal interprétée. Même si l'article 18 prévoit que „l'allocation complémentaire est soumise au paiement de cotisations“, ce n'est pas cette allocation qui peut servir de base d'assiette au calcul de la cotisation. La cotisation devient en effet insignifiante si le montant de l'allocation compensatoire reste très réduit. La cotisation n'est par ailleurs pas prélevée sur le montant de l'allocation, mais reste entièrement, part assuré et part patronale, à charge du fonds national de solidarité.

Afin de préciser l'assiette de cotisation, la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse a proposé de la fixer dans la loi et de prévoir comme base le salaire social minimum et d'en déduire les autres revenus professionnels de l'assuré pour lesquels une cotisation est déduite pour l'assurance pension.

*Article I. 13 (Art. 12 selon la Commission)*

Cet article modifie la composition du comité interministériel à l'action sociale en y faisant entrer les représentants des ministères de la promotion féminine, de la santé et du logement.

Il complète l'article par un alinéa nouveau étendant les missions du comité en lui permettant de faire des propositions pour améliorer la lutte contre la pauvreté.

La Commission accepte le texte proposé par le Conseil d'Etat.

*Article I. 14 (Art. 13 selon la Commission)*

Cette modification n'appelle pas d'observation. La Commission se rallie au texte proposé par le Conseil d'Etat.

*Article I. 15 (Art. 14 selon la Commission)*

Les modifications proposées concernent l'article 39 de la loi RMG relatif au Conseil supérieur dont le nombre des membres est porté de 27 à 32 personnes. Le Conseil d'Etat est à se demander si une telle assemblée peut encore travailler de façon utile et efficace.

La Commission se rallie à la proposition de texte du Conseil d'Etat.

*Article II. (Art. 15 et 16 selon la Commission)*

La Commission se rallie aux propositions de texte du Conseil d'Etat.

\*

Compte tenu des observations ci-avant développées, la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse recommande à la Chambre des Députés de voter le projet de loi dans la forme qui suit:

\*



## TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

### PROJET DE LOI

#### **portant modification de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti**

**Art. 1er.**— L'article 3 de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti prend la teneur suivante:

„**Art. 3.** (1) Ne peut prétendre aux prestations de la présente loi, la personne qui:

- a) a abandonné ou réduit de plein gré son activité professionnelle;
- b) a été licenciée pour faute grave;
- c) a refusé de participer à une mesure d'insertion professionnelle organisée par l'administration de l'emploi ou l'a abandonnée;
- d) a perdu le bénéfice de l'indemnité de chômage en raison de son refus d'accepter un emploi à elle assigné par l'administration de l'emploi;
- e) fait l'objet d'une mesure de détention préventive ou d'une peine privative de liberté, sauf pendant la période où elle est soumise au régime de la semi-liberté tel que prévu aux articles 3 à 5 de la loi du 26 juillet 1986 relative à certains modes d'exécution des peines privatives de liberté ou qu'elle bénéficie d'une suspension de la peine telle que prévue à l'article 10 de cette même loi;
- f) bénéficie d'un congé sans solde ou d'un congé pour travail à temps partiel, soit dans le secteur public, soit dans le secteur privé.

(2) Il peut être dérogé au principe formulé au paragraphe (1) sous a), b), c), d) et f), si les motifs évoqués, appuyant la demande en obtention des prestations au sens de l'article 1er de la présente loi, sont considérés comme réels et sérieux par l'organisme compétent.

En ce qui concerne l'appréciation des alinéas a), b), c), d) et f) du paragraphe (1), l'organisme compétent prend en considération les faits qui remontent à moins de six mois au moment de la demande.

(3) Une nouvelle demande en obtention d'une prestation au titre de la présente loi ne peut être introduite qu'après un délai minimum de trois mois qui commence à courir à partir de la date de la notification de refus ou du retrait pour les motifs prévus respectivement au paragraphe 1er du présent article et à l'article 15, paragraphe 2.“

**Art. 2.**— A l'article 4, paragraphe 4 de la même loi, il y a lieu,

- 1. d'ajouter au point a) le terme „majeurs“ derrière le terme „descendants“, et
- 2. de supprimer au dernier alinéa les termes „sans y apporter une contribution quelconque“.

**Art. 3.**— A l'article 6 de la même loi, au point b) le terme „apte“ est précédé des termes „disponible pour et“, et le point c) prend la teneur suivante:

„c) ne pas être chômeur indemnisé, ni participer, en tant que demandeur d'emploi aux activités d'insertion professionnelle organisées par l'administration de l'emploi;“

**Art. 4.**— L'article 8 de la même loi est modifié comme suit:

- 1. La première phrase prend la teneur suivante:  
„Le contrat d'insertion, à signer entre le requérant et le service national d'action sociale, est élaboré au vu de la situation sanitaire, sociale, scolaire, professionnelle et financière de l'intéressé; il fait apparaître:“
- 2. Le point b) prend la teneur suivante:  
„b) la nature des engagements réciproques et le calendrier des démarches et activités d'insertion qu'implique la réalisation de ce projet et les conditions d'évaluation, avec l'intéressé, des différents résultats obtenus;“
- 3. Il est ajouté un point d) nouveau ayant la teneur suivante:  
„d) les modalités pratiques suivant lesquelles la personne concernée est affectée à un organisme visé à l'article 10 (1), dont notamment le type d'activité, le début et la fin de la période d'affectation,

la nature du travail à fournir et le nombre d'heures à effectuer. Ces modalités, annexées au contrat d'insertion, sont à signer également par l'organisme d'affectation concerné."

**Art. 5.**— A l'article 10 de la même loi, un nouveau paragraphe (4) est ajouté, ayant la teneur suivante:

„(4) Le service national d'action sociale peut faire bénéficier la personne qui participe à la mesure a) du paragraphe (1) ci-avant, d'un bilan de compétences professionnelles et sociales, assorti d'un avis d'orientation.

Pour réaliser ce bilan, le service national d'action sociale peut faire appel à la collaboration du centre national de la formation professionnelle continue du Ministère de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, aux services compétents de l'administration de l'emploi ainsi que, le cas échéant, à d'autres organismes de droit public ou privé."

**Art. 6.**— A l'article 11, paragraphe 1er, alinéa 2 de la même loi, la première phrase est remplacée comme suit:

„Sans préjudice du paragraphe (8) de l'article 6 de la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant les services de santé au travail, l'indemnité d'insertion est soumise aux charges sociales généralement prévues en matière de salaires."

**Art. 7.**— A l'article 12 de la même loi, l'alinéa 2 est modifié comme suit:

„Les dispositions de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail ne sont pas applicables au contrat d'insertion prévu à l'article 8 et aux mesures du paragraphe (1) de l'article 10."

**Art. 8.**— A l'article 13 de la même loi est ajouté un troisième alinéa nouveau qui prend la teneur suivante:

„Si une entreprise du secteur privé ou un organisme visé au premier alinéa qui précède, fonctionnant sous le droit privé, engage un bénéficiaire de l'indemnité d'insertion moyennant un contrat de travail à durée déterminée ou à durée indéterminée, le fonds national de solidarité, sur déclaration certifiée sincère et exacte par le service national d'action sociale, peut participer aux frais de personnel occasionnés par cet engagement. Cette participation ne peut pas dépasser le produit du salaire social minimum brut pour un travailleur non qualifié âgé de dix-huit ans, augmenté de la part patronale et multiplié par le nombre de mois que dure l'engagement à durée déterminée ou à durée indéterminée, sans toutefois dépasser le nombre de trente-six mois en ce qui concerne le contrat de travail à durée indéterminée. Cette durée est portée à quarante-deux mois si l'engagement concerne un bénéficiaire de l'indemnité d'insertion du sexe sous-représenté dans le secteur d'activité en question et/ou dans une profession déterminée."

**Art. 9.**— L'article 14 de la même loi est modifié comme suit:

1. A l'article 14 (1) troisième tiret, les mots „est tel“ sont à remplacer par les termes „ou la situation sociale ou familiale sont tels“ et les mots „ou durablement“ sont à abroger.
2. A l'article 14 (1) est ajouté un quatrième tiret ayant la teneur suivante:
 

„— la personne qui poursuit des études ou une formation professionnelle à temps plein, pour autant que, suivant le bilan de compétences et l'avis d'orientation prévus au paragraphe (4) de l'article 10 ci-avant, ses chances d'intégration professionnelle sur le marché normal de l'emploi s'améliorent."

**Art. 10.**— L'article 15 de la même loi est modifié comme suit:

1. Au début du paragraphe 1er, derrière le terme „lorsque“, sont insérés les termes „le requérant, signataire du contrat d'insertion, ou“.
2. Au paragraphe 2, les termes „de participation à la mesure“ sont remplacés par les termes „à l'indemnité“ et le terme „partant“ est remplacé par les termes „selon le cas“ et il est ajouté un deuxième alinéa ayant la teneur suivante:
 

„Cette sanction peut être prononcée, sans l'avertissement prévu au paragraphe qui précède, à l'encontre d'un bénéficiaire de l'indemnité d'insertion qui a commis une faute grave pendant le déroulement d'une activité d'insertion professionnelle prévue à l'article 10."

**Art. 11.**– A l'article 18 de la même loi, sont ajoutés un troisième et un quatrième alinéa libellés comme suit:

„L'allocation complémentaire est soumise au paiement des cotisations en matière d'assurance pension, si le bénéficiaire, non éligible pour l'obtention de l'indemnité d'insertion, justifie d'une affiliation à l'assurance pension au titre de l'article 171 du Code des assurances sociales de vingt-cinq années au moins. Dans ce cas, la part assuré et la part patronale sont imputées sur le fonds national de solidarité.“

„L'assiette de cotisation mensuelle est constituée par la différence entre le salaire social minimum de référence pour un travailleur non qualifié de dix-huit ans au moins et les revenus professionnels de l'assuré.“

**Art. 12.**– A l'article 35, premier alinéa de la même loi, il est inséré derrière le terme „l'intérieur“, le bout de phrase „ , de la promotion féminine, de la santé, du logement“, et le deuxième alinéa est modifié comme suit:

„Le comité interministériel propose au Gouvernement des mesures susceptibles d'améliorer la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et coordonne l'activité de tous les services concernés.“

**Art. 13.**– A l'article 37 de la même loi, au dernier tiret, les termes „d'étudier et de proposer des mesures susceptibles d'améliorer la lutte contre l'exclusion sociale et“ sont supprimés.

**Art. 14.**– L'article 39 de la même loi est modifié comme suit:

1. Le premier tiret est complété par l'ajout des termes „le logement, la santé,“ à insérer devant le terme „l'éducation“.
2. Derrière le dernier tiret, sont ajoutés trois tirets supplémentaires ayant la teneur ci-après:
  - „– de trois membres représentant des organismes ayant pour objet la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;
  - d'un représentant du Conseil économique et social;
  - d'un représentant du Centre d'études de populations, de pauvreté et de politiques socioéconomiques.“

### **Dispositions transitoires**

**Art. 15.**– L'assistant social engagé depuis le 15 mars 1993 sur base de l'article 38 de la loi du 29 avril 1999 portant création du droit à un revenu minimum garanti et occupé dans le domaine de la lutte contre l'exclusion, est engagé en qualité d'employé de l'Etat auprès du service national d'action sociale. Sa carrière est reprise par l'Etat et il sera procédé pour la fixation de son indemnité à une reconstitution de carrière tenant compte des années passées et des grades et échelons atteints dans le secteur conventionné. L'intéressé pourra bénéficier des avancements en grade et des allongements de grade aux échéances et aux conditions prévues pour la carrière de l'assistant social par la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des fonctionnaires de l'Etat.

**Art. 16.**– L'assistant social engagé depuis le 12 août 1992 sur base de l'article 38 de la loi du 29 avril 1999 portant création du droit à un revenu minimum garanti et occupé dans le domaine de la lutte contre l'exclusion, est engagé en qualité d'employé de l'Etat auprès du service national d'action sociale. Sa carrière est reprise par l'Etat et il sera procédé pour la fixation de son indemnité à une reconstitution de carrière tenant compte des années passées et des grades et échelons atteints dans le secteur conventionné. L'intéressé pourra bénéficier des avancements en grade et des allongements de grade aux échéances et aux conditions prévues pour la carrière de l'assistant social par la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des fonctionnaires de l'Etat.

Luxembourg, le 26 avril 2004

*Le Rapporteur,*  
Paul-Henri MEYERS

*Le Président,*  
Jean-Marie HALSDORF

